

Artikel 36. Na zijn wederopname mag het personeelslid zijn wedde niet cumuleren met voordelen die gebonden zijn aan de uitoefening van een door dit besluit bedoeld politiek mandaat en die als wederaanpassingsvergoeding dienen.

Artikel 37. De door een politiek verlof gedekte tijdperken worden met tijdperken van dienstactiviteit gelijkgesteld. Deze tijdperken worden echter niet bezoldigd.

Artikel 38. Voor de toepassing van de artikelen 39 en 32 wordt het aantal inwoners overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5 en 29 van de nieuwe gemeentewet vastgelegd. »

#### HOOFDSTUK III. — Slot- en afwijkingsbepalingen

Art. 3. § 1. In afwijking van artikel 30 van bovenvermeld koninklijk besluit d.d. 8 december 1967, ingevoegd bij artikel 2 van dit besluit, gaat elk facultatief politiek verlof, aangevraagd tussen de datum van inwerkingtreding van dit besluit en 31 december 1996, op 1 januari 1997 in.

§ 2. Het personeelslid dat bij de inwerkingtreding van dit besluit titularis is van een politiek mandaat bedoeld in artikel 32 van het koninklijk besluit d.d. 8 december 1967, wordt van ambtswege in politiek verlof gesteld op 1 januari 1997 in afwijking van artikel 33 van hetzelfde besluit.

Het personeelslid dat, tussen de datum van inwerkingtreding van dit besluit en 1 januari 1997, titularis wordt van een in lid 1 van deze paragraaf bedoeld politiek mandaat wordt van ambtswege op 1 januari 1997 in politiek verlof gesteld in afwijking van artikel 33 van hetzelfde besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 5. De Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid het statuut der personeelsleden van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 oktober 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs,  
Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

F. 96 — 2588

[C — 96/29410]

24 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant la réglementation relative au statut des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux Centres psycho-médico-sociaux;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1981, par les arrêtés royaux n<sup>o</sup> 73 du 20 juillet 1982 et n<sup>o</sup> 226 du 7 décembre 1983, par les arrêtés royaux des 29 août 1985, 21 octobre 1985, par les arrêtés de l'Exécutif des 7 novembre 1991, 30 avril 1993, par les arrêtés du Gouvernement des 11 janvier 1995 et 28 août 1995 et par le décret du 24 juin 1996;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection modifié par les arrêtés royaux n<sup>o</sup> 73 du 20 juillet 1982 et n<sup>o</sup> 266 du 31 décembre 1983, par la loi de redressement du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 26 août 1985, 21 octobre 1985, 13 janvier 1988, par les arrêtés de l'Exécutif des 7 novembre 1991, 24 octobre 1991, par les arrêtés du Gouvernement des 11 avril 1994, 28 octobre 1994, 12 janvier 1995, 26 janvier 1995, 15 mai 1995 et par le décret du 24 juin 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 10 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 16 septembre 1996;

Vu le protocole du 14 octobre 1996 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de permettre aux membres du personnel de solliciter dès la rentrée scolaire 1996-1997 un congé politique et de mettre par voie de conséquence les directeurs de centre, les pouvoirs organisateurs et l'administration en mesure de prendre les dispositions qui s'imposent;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 1996,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Modification à l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial

Article 1<sup>er</sup>. L'article 169, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française, ainsi que des services

d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, modifié par l'arrêté royal n° 73 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 29 août 1985, 21 octobre 1985 et 7 novembre 1991 et par le décret du 24 juin 1996, est complété par un point 16 rédigé comme suit :

"16. politiques."

**CHAPITRE II.** — *Modifications à l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection*

**Art. 2.** Un chapitre XIV, comprenant les articles 38 à 47, rédigé comme suit est inséré dans l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection modifié par les arrêtés royaux n° 73 du 20 juillet 1982 et n° 266 du 31 décembre 1983, par la loi de redressement du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 26 août 1985, 21 octobre 1985, 13 janvier 1988, par les arrêtés de l'Exécutif des 7 novembre 1991, 24 octobre 1991, par les arrêtés du Gouvernement des 11 avril 1984, 28 octobre 1994, 12 janvier 1995, 26 janvier 1995, 15 mai 1995 et par le décret du 24 juin 1996 :

**" CHAPITRE XIV. — Congé politique**

**Article 38.** Un congé politique facultatif est accordé par le Ministre compétent à la demande des membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup> dans les limites et pour l'exercice des mandats politiques tels que précisés à l'alinéa 2.

Le membre du personnel peut, s'il échet, demander la réduction des prestations afférentes à la fonction à laquelle il est nommé aux trois quart ou à la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes pour l'exercice d'un mandat politique de bourgmestre d'échevin, de conseiller communal, de président du conseil de l'aide sociale, de membre du conseil de l'aide sociale ou de conseiller provincial.

Les prestations restant à fournir doivent toujours être arrondies à une heure complète.

**Article 39.** Le membre du personnel d'une fonction de promotion ne peut bénéficier des dispositions de l'article 38.

Par dérogation à l'alinéa 2 de ce même article, le membre du personnel titulaire d'une fonction de sélection ne peut, s'il échet, solliciter la réduction de ses prestations qu'à la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes.

**Article 40.** Le congé politique facultatif visé à l'article 38 prend cours :

1° le premier jour du mois qui suit la date de la prestation de serment subséquente à l'élection ou à la désignation au mandat politique concerné;

ou

2° le premier jour de l'année scolaire.

Ce congé politique facultatif expire :

1° le premier jour du mois qui suit la date de la perte du mandat;

ou

2° le dernier jour de l'année scolaire vacances d'été comprises;

**Article 41.** Les membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup> sont mis en congé politique d'office par le Ministre compétent dans les limites et pour l'exercice des mandats politiques tels que précisés aux alinéas 2 et 4.

Les prestations du membre du personnel afférentes à la fonction pour laquelle il est nommé sont d'office réduites :

1° aux trois quart du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes pour l'exercice d'un mandat politique de :

a) bourgmestre d'une commune de 30.001 à 50.000 habitants;

b) d'échevin ou de président du conseil de l'aide sociale d'une commune de 50.001 à 80.000 habitants;

2° à la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes pour l'exercice d'un mandat politique de :

a) bourgmestre d'une commune de 50.001 à 80.000 habitants;

b) d'échevin ou de président du conseil de l'aide sociale d'une commune de 80.001 à 130.000 habitants.

Les prestations restant à fournir doivent toujours être arrondies à une heure complète.

Le membre du personnel bourgmestre d'une commune de plus de 80.000 habitants ou échevin ou président du conseil de l'aide sociale d'une commune de plus de 130.000 habitants est mis en congé politique d'office pour la totalité de sa charge.

**Article 42.** Le congé politique d'office visé à l'article 41 prend cours le premier jour du mois qui suit la date de la prestation de serment subséquente à l'élection ou à la désignation au mandat politique concerné et expire le premier jour du mois qui suit la date de la perte du mandat.

**Article 43.** Le membre du personnel mis en congé politique d'office en vertu de l'article 41, alinéa 2, 1° peut solliciter la réduction de ses prestations à la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes.

Le membre du personnel mis en congé politique d'office en vertu de l'article 41, alinéa 2, 2° peut demander à être mis en congé politique pour la totalité de sa charge.

**Article 44.** Lorsqu'un membre du personnel titulaire d'une fonction de promotion est mis en congé politique sur base des articles 41, alinéa 2, 1° et 2° et 43, alinéa 1er, le Ministre peut, si les nécessités de service l'exigent, lui adjoindre à titre temporaire, pour la fraction de temps ainsi libérée, un membre du personnel titulaire d'une fonction de sélection ou de recrutement de manière à assurer la continuité du service.

La fonction de sélection ou de recrutement visée à l'alinéa précédent doit pouvoir donner accès à la fonction de promotion dont est titulaire le membre du personnel mis en congé politique d'office.

Lorsqu'un membre du personnel titulaire d'une fonction de sélection est mis en congé politique sur base de l'article 41, alinéa 2, 1° le Ministre peut, si les nécessités du service l'exigent, lui adjoindre à titre temporaire pour la fraction de temps ainsi libérée, un membre du personnel titulaire d'une fonction de recrutement de manière à assurer la continuité du service.

La fonction de recrutement visée à l'alinéa précédent doit pouvoir donner accès à la fonction de sélection dont est titulaire le membre du personnel mis en congé d'office.

La désignation d'un membre de personnel complémentaire telle que prévue aux alinéas 1er et 3 se fera prioritairement par le rappel en activité de service d'un membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi.

Article 45. Après sa réintégration, le membre du personnel ne peut cumuler son traitement avec des avantages qui sont liés à l'exercice d'un des mandats politiques visés par le présent arrêté et qui tiennent lieu d'indemnité de réadaptation.

Article 46. Les périodes couvertes par un congé politique sont assimilées à des périodes d'activité de service. Ces périodes ne sont cependant pas rémunérées.

Article 47. Pour l'application des articles 38/et 41, le nombre d'habitants est déterminé conformément aux dispositions des articles 5 et 29 de la nouvelle loi communale.

#### CHAPITRE III. — Dispositions dérogatoires et finales

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 39 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 précité y introduit par l'article 2 du présent arrêté, tout congé politique facultatif sollicité entre la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et le 31 décembre 1996 prendra cours le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

§ 2. Le membre du personnel titulaire, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un des mandats politiques visés à l'article 41 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 précité, est mis en congé politique d'office au 1<sup>er</sup> janvier 1997 par dérogation à l'article 42 du même arrêté.

Le membre du personnel qui devient titulaire, entre la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et le 1<sup>er</sup> janvier 1997, d'un des mandats politiques visés à l'alinéa 1 du présent paragraphe, est également mis en congé politique d'office au 1<sup>er</sup> janvier 1997 par dérogation à l'article 42 précité.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. La Ministre-Présidente ayant le statut des membres du personnel de la Communauté française dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 octobre 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,  
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

#### VERTALING

N. 96 — 2568

(C - 96/29410)

**24 OKTOBER 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de reglementering betreffende het statuut van de stagedoende of vaste leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap, van het opleidingscentrum van de Franse Gemeenschap, alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht over de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 30 oktober 1981, de koninklijke besluiten nr. 73 d.d. 20 juli 1982 en nr. 226 d.d. 7 december 1983, de koninklijke besluiten d.d. 29 augustus en 21 oktober 1985, de besluiten van de Executieve d.d. 7 november 1991 en 30 april 1993, de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 11 januari 1995 en 28 augustus 1995 en het decreet van 24 juni 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 mei 1981, betreffende de vakantie-en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de Rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 73 d.d. 20 juli 1982 en nr. 266 d.d. 31 december 1983, de herstellwet van 31 juli 1984, de koninklijke besluiten van 26 augustus 1985, 21 oktober 1985, 13 januari 1988, de besluiten van de Executieve d.d. 7 november 1991, 24 oktober 1991, de besluiten van de Regering d.d. 11 april 1994, 28 oktober 1994, 12 januari 1995, 26 januari 1995, 15 mei 1995 en het decreet van 24 juni 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 10 september 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 16 september 1996;

Gelet op het protocol d.d. 14 oktober 1996 van Sectorcomité IX en van het comité voor plaatselijke en provinciale overheidsdiensten, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 januari 1980, 16 juni 1989 en 11 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzaak, de personeelsleden in staat te stellen van bij de aanvang van het jaar 1996-1997 politiek verlof aan te vragen en de inrichtingshoofden en het bestuur de mogelijkheid te geven de nodige maatregelen te treuen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitzer bevoegd voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 21 oktober 1996,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het koninklijk besluit d.d. 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap, van het opleidingscentrum van de Franse Gemeenschap, alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht over de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs**

**Artikel 1.** Artikel 160 van voormeld koninklijk besluit d.d. 27 juli 1979, gewijzigd op 20 juli 1982, 29 augustus 1985, 21 oktober 1985, 7 november 1985 en 24 juni 1996, wordt aangevuld als volgt :

« 16. politiek verlof »

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 19 mei 1981, betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten**

**Art. 2.** Onderstaand hoofdstuk XIV, met de artikelen 38 tot 47, wordt ingevoegd in voormeld koninklijk besluit van 19 mei 1981 :

**« HOOFDSTUK XIV. — Politiek verlof**

**Artikel 38.** Facultatief politiek verlof wordt door de bevoegde Minister toegekend op verzoek van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden, binnen de perken en voor de uitoefening van de mandaten bepaald in het 2e lid.

Het personeelslid kan eventueel vragen dat zijn prestaties in het ambt waarin hij benoemd is, verminderd worden tot  $\frac{3}{4}$  of de helft van het aantal uren vereist voor het voltijds ambt, om een mandaat als burgemeester, schepen, gemeenteraadslid, voorzitter of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn of provincieraadslid uit te oefenen.

De resterende prestaties moeten steeds afgerond worden tot een vol uur.

**Artikel 39.** Het personeelslid dat titularis is van een bevorderingsambt kan het voordeel van artikel 38 niet genieten.

In afwijking van het 2e lid van hetzelfde artikel kunnen personeelsleden, die titularis zijn van een selectieambt, enkel vermindering van hun prestaties vragen tot de helft van het aantal uren vereist voor een voltijds ambt.

**Artikel 40.** Het in artikel 38 bedoelde facultatief politiek verlof gaat in op de eerste dag :

1° van de maand volgend op de eedaflegging na de verkiezing of aanstelling in het politiek mandaat

of

2° van het schooljaar.

Het verstrijkt op :

1° de le dag van de maand na het verlies van het mandaat,

of

2° de laatste dag van het schooljaar, zomervakantie inbegrepen.

**Artikel 41.** De in artikel 1 bedoelde personeelsleden worden van ambtswege in politiek verlof gesteld door de bevoegde Minister binnen de perken en voor de uitoefening van de mandaten bedoeld in het 2e en het 4e lid.

Het aantal uren die betrekking hebben op het ambt waarvoor het personeelslid is benoemd, wordt van ambtswege teruggebracht op :

1° drievierde van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties, voor het uitoefenen van een politiek mandaat van :

a) burgemeester van een gemeente van 30.001 tot 50.000 inwoners;

b) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van 50.001 tot 80.000 inwoners;

2° de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties, voor het uitoefenen van een politiek mandaat van :

a) burgemeester van een gemeente van 50.001 tot 80.000 inwoners;

b) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van 80.001 tot 130.000 inwoners.

De nog te leveren prestaties moeten altijd op een volledig uur afgerond worden.

Het personeelslid, burgemeester van een gemeente van meer dan 80.000 inwoners, of schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van meer dan 130.000 inwoners, wordt van ambtswege in politiek verlof gesteld voor de gehele opdracht waarvoor hij is benoemd.

**Artikel 42.** Het in artikel 41 bedoeld politiek verlof van ambtswege gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de eedaflegging na de verkiezing of de aanstelling voor het betrokken politiek mandaat en neemt een einde op de eerste dag van de maand die op de datum van het mandaatverlies volgt.

**Artikel 43.** Het personeelslid wiens prestaties van ambtswege op grond van artikel 41, lid 2, 1° werden verminderd mag het terugbrengen aanvragen van zijn prestaties tot de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties.

Het personeelslid dat op grond van artikel 41, lid 2, 2° van ambtswege in politiek verlof werd gesteld, mag vragen om in politiek verlof te worden gesteld voor zijn volledige opdracht.

**Artikel 44.** Wanneer een personeelslid, titularis van een bevorderingsambt, in politiek verlof wordt gesteld op grond van de artikelen 41, lid 2, 1° en 2° en 43, lid 1, mag de Minister, indien de dienstbehoefte zulks eisen, hem tijdelijk voor de vrijgeworden tijdsbreuk een personeelslid toevoegen dat titularis van een selectie- of wervingsambt is zodat de dienst verzekerd kan blijven.

Het in vorig lid bedoelde selectie- of wervingsambt moet toegang tot het bevorderingsambt verlenen waarvan het van ambtswege in politiek verlof gestelde personeelslid titularis is.

Wanneer een personeelslid, titularis van een selectieambt, op grond van artikel 41, lid 2, 1° in politiek verlof wordt gesteld, kan de Minister hem, indien de dienstbehoefte zulks vergen, tijdelijk voor de vrijgeworden tijdsbreuk een personeelslid toevoegen zodat de dienst kan verzekerd blijven.

Het in vorig lid bedoelde wervingsambt moet toegang verlenen tot het bevorderingsambt waarvan het van ambtswege in politiek verlof gestelde personeelslid titularis is.

De aanstelling van een bijkomend personeelslid zoals bepaald in de leden 1 en 3, gebeurt bij voorrang door de voorlopige terugroeping in dienstactiviteit van een wegens ontsistentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid.

Artikel 45. Na zijn wederopname mag het personeelslid zijn wedde niet cumuleren met voordelen die gebonden zijn aan de uitoefening van een door dit besluit bedoeld politiek mandaat en die als wederaanpassingsvergoeding dienen.

Artikel 46. De door een politiek verlof gedekte tijdperken worden met tijdperken van dienstactiviteit gelijkgesteld. Ze worden echter niet bezoldigd.

Artikel 47. Voor de toepassing van de artikelen 38 en 41 wordt het aantal inwoners overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5 en 29 van de nieuwe gemeentewet vastgelegd. »

#### HOOFDSTUK III. — Slot- en afwijkingsbepalingen

Art. 3. § 1. In afwijking van artikel 39 van bovenvermeld koninklijk besluit d.d. 19 mei 1981, ingelast bij artikel 2 van dit besluit, gaat elk facultatief politiek verlof, aangevraagd tussen de datum van inwerkingtreding van dit besluit en 31 december 1996, op 1 januari 1997 in.

§ 2. Het personeelslid dat bij de inwerkingtreding van dit besluit titularis is van een politiek mandaat bedoeld in artikel 41 van het koninklijk besluit d.d. 19 mei 1981, wordt van ambtswege in politiek verlof gesteld op 1 januari 1997 in afwijking van artikel 42 van hetzelfde besluit.

Het personeelslid dat, tussen de datum van inwerkingtreding van dit besluit en 1 januari 1997, titularis wordt van een in lid 1 van deze paragraaf bedoeld politiek mandaat wordt van ambtswege op 1 januari 1997 in politiek verlof gesteld in afwijking van artikel 42 van hetzelfde besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 5. De Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid het statuut der personeelsleden van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 oktober 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs,  
Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 2569

(C - 96/27662)

#### 21 NOVEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'agrément des organismes de crédit bénéficiant de la garantie de la Région wallonne en application de l'article 46 du Code du Logement

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 46 du Code du Logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 1993 déterminant les conditions auxquelles la garantie de la Région est accordée pour certains prêts hypothécaires consentis en vue de l'acquisition, de la transformation ou de l'assainissement d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations assimilées, modifié le 31 mars 1994 et le 15 février 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la convention du 4 octobre 1993, de vente par l'Etat du capital de la C.G.E.R.-Banque à Fortis;

Considérant que Fortis a obtenu une voix prépondérante dans les organes de gestion de la C.G.E.R.-Banque;

Considérant l'examen en cours par la commission d'évaluation des actifs de l'Etat, de la cession d'actifs supplémentaires de la C.G.E.R.-Banque;

Considérant la nécessité de permettre aux sociétés de crédit actuellement agréées par la C.G.E.R. de continuer à exercer leur mission sociale et, partant, de continuer à bénéficier de la garantie de la Région en application de l'article 46 du Code du Logement;

Considérant dès lors la nécessité de soumettre les sociétés de crédit agréées par la C.G.E.R. à un agrément spécifique de la Région, de manière à leur permettre d'assurer la continuité de leurs activités aux mêmes conditions;

Considérant la nécessité d'accorder cet agrément avant le 31 décembre 1996, date d'échéance à laquelle les sociétés de crédit doivent impérativement pouvoir finaliser le financement de leurs activités auprès des institutions financières désireuses de leur offrir des conditions concurrentielles;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

le Ministre : le Membre du Gouvernement chargé du logement;

l'Administration : la Division du Logement du Ministère de la Région wallonne;

l'habitation ordinaire : l'habitation visée à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 1993 déterminant les conditions auxquelles la garantie de la Région est accordée pour certains prêts hypothécaires consentis en vue de l'acquisition, de la transformation ou de l'assainissement d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations assimilées, modifié le 31 mars 1994 et le 15 février 1996;